

« L'urgence de refonder l'Europe »

Vous venez d'être élu président du Parti de la gauche européenne. Est-ce que cela signifie que c'est la fin d'un euro-scepticisme du Parti communiste ?

PIERRE LAURENT. Il y a belle lurette que nous ne confondons plus notre critique des traités actuels avec l'euro-scepticisme. Notre engagement est celui d'une refondation sociale et démocratique de l'Union européenne. Nous étions en 2004 à Rome un des partis fondateurs du Parti de la gauche européenne. Francis Wurtz a été l'un des artisans du groupe de la Gauche unitaire européenne (GUE) au Parlement européen. Mais cette élection nous met au défi de franchir une étape. Il s'agit de faire entrer le Parti de la gauche européenne dans une nouvelle période résolument tournée vers l'action. Face à la très grave crise actuelle, le PGE veut devenir un acteur de premier plan, porteur d'alternative sur la scène politique européenne. Il était nécessaire que des partis comme le nôtre prennent leurs responsabilités lors du congrès du PGE. C'est dans cet esprit que nous avons présenté, avec le soutien de nos partenaires du

Front de gauche, notre candidature à la présidence de l'organisation. Un consensus s'est exprimé autour de cette proposition, sur la base de la mise en place d'une direction renouvelée et plus collégiale.

Votre élection intervient dans le cadre d'une crise aiguë...

PIERRE LAURENT. Nous vivons un moment historique pour l'Europe. Le modèle ultralibéral de la construction européenne, qui a été au cœur de l'extension du capitalisme financier mondialisé, est entré dans une crise fondamentale. L'Union européenne est face à un choix : soit risquer sa décomposition, soit accepter sa transformation. Les traités européens ont consacré la toute-puissance des marchés financiers et de la loi des actionnaires. Or ce système est en crise et veut faire payer l'addition aux salariés de toute l'Europe pour pérenniser sa domination. D'où l'injection massive de fonds pour soutenir les marchés financiers d'un côté et des plans d'hyperaustérité, de recul de l'âge légal de départ en retraite de l'autre. Si on laisse les dirigeants européens continuer comme cela, et de nouvelles injections d'argent sont programmées

en 2011, ils perpétueront un cycle de régression et de récession dramatiques. Tous les fondements des traités actuels doivent être reconsidérés. S'obstiner à refuser ce débat, c'est prendre le risque

« C'est cette divergence entre croissance financière et écrasement des besoins sociaux qui est à la source de la crise. »

d'une explosion de l'UE et de la zone euro. Il y a beaucoup d'irresponsabilité dans l'attitude des gouvernements européens, singulièrement dans celui de Nicolas Sarkozy.

Peut-on faire l'économie d'une remise en cause du traité de Lisbonne ?

PIERRE LAURENT. Toute la logique des traités, donc de celui de Lisbonne, est en cause. On a construit l'Europe sur le principe de la concurrence pour en faire une zone attractive pour les marchés financiers. Précarité du travail, privatisations, dumping social et fiscal... voilà les fondements. C'est cette divergence entre croissance financière et écrasement des besoins sociaux qui

est à la source de la crise en Grèce, en Irlande, en Espagne, en France. Or, pour le moment, les plans de soutien financier laissent intacts ces mécanismes. En France, il y a une réduction drastique des budgets publics, un écrasement continu des salaires, le refus de relever le smic pour la cinquième année consécutive, la loi sur les retraites... En Espagne, où je participais dimanche à un meeting de la Izquierda unida avec des représentants officiels des deux centrales syndicales des Commissions ouvrières et de l'Union générale des travailleurs (UGT), le gouvernement Zapatero supprime une allocation de 426 euros à 700 000 chômeurs de longue durée. Ces politiques sont une folie. Elles nourrissent des engrenages récessifs, entraînent une extension gravissime des inégalités, de la précarité et de la pauvreté. Si l'on additionne toutes les mesures d'austérité anti-sociale annoncées dans les pays de l'UE, cela se chiffre en centaines de milliards d'euros et on aboutit à une contraction de l'activité économique extrêmement brutale. D'autant qu'on continue de faire fonctionner la monnaie européenne et la Banque centrale européenne (BCE) comme un ►►►

carcan contre les budgets publics, les dépenses sociales et les investissements utiles. Seuls les marchés financiers sont servis.

L'euro est aujourd'hui bousculé. C'est au nom de l'euro que se mènent des politiques d'austérité. Le PCF avait critiqué la mise en place de la monnaie unique. Ne faut-il pas sortir de l'euro ?

PIERRE LAURENT. Nous avons critiqué la monnaie unique telle qu'elle a été mise en place, en proposant plutôt la création d'une monnaie commune de coopération. Au lieu de créer une monnaie qui soit l'appendice du mark et qui soutienne les exigences de rentabilité des marchés financiers contre les dépenses publiques et sociales, contre les salaires, nous prônions la création d'une monnaie commune qui aurait permis la coopération, la mise en partage de moyens financiers, le financement de crédits utiles à un développement solidaire et écologique. Nous avons raison, car aujourd'hui, c'est cette exigence qui monte. La sortie de l'euro prônée par certains ne serait pas une solution. Au contraire, elle laisserait seuls les pays exclus de la zone euro face à la guerre financière

internationale et les déstabiliserait plus gravement encore. D'ailleurs, c'est l'Allemagne qui, avec l'appui de Nicolas Sarkozy, pousse à la sortie de l'euro les pays les plus faibles, et on entend des dirigeants plaider en faveur de la réduction de la zone euro. C'est la logique égoïste de la loi du plus fort. Ce qu'il faut, c'est changer radicalement le rôle de l'euro et de la BCE pour en faire des instruments de coopération et de partage des coûts.

Au plan européen, les conservateurs et le Parti socialiste européen (PSE) s'accordent au fond sur les politiques d'austérité, des montées populistes peuvent se faire jour. Comment dans ce contexte parvenir à rassembler des majorités de progrès ?

PIERRE LAURENT. En unifiant ceux qui luttent dans toute l'Europe en ce moment sur des objectifs de développement social solidaire. Lorsque nous dénonçons le projet de constitution européenne en 2005, certains nous taxaient d'anti-européens. En vérité, ce sont eux qui tuent l'idée européenne. Si on continue à suivre leurs politiques, cela provoquera chez les peuples européens du rejet et encoura-

gera les populismes et les xénophobies. Marine Le Pen, dont le fonds de commerce reste la division et la haine entre les peuples, fait de la démagogie sur la sortie de l'euro. Avec des gens comme ceux-là, l'aiguïsement des égoïsmes et des nationalismes pousse jusqu'au bout les logiques de mise en concurrence. Face à la crise, qui frappe les plus fragiles, c'est au contraire sur la solidarité qu'il faut miser. Ceux qui en France jouent avec le feu en relançant la promotion médiatique de Marine Le Pen prennent une lourde responsabilité. L'histoire nous enseigne où cela peut mener dans les graves périodes de crise capitaliste. Notre devoir est de travailler à des solutions de solidarité.

L'Europe pénètre complètement le débat national....

PIERRE LAURENT. Débat européen et débat national ne font plus qu'un. Qui peut prétendre changer à gauche sans rouvrir le débat sur l'orientation de la construction européenne ? Nicolas Sarkozy et Angela Merkel veulent serrer plus fort encore le corset pour interdire ce débat. La France, les peuples européens doivent retrouver leur souveraineté, leur liberté de choix. Nous

devons par exemple refuser la mise sous tutelle des budgets nationaux, qui devraient être soumis préalablement à Bruxelles. C'est inacceptable. Nous avons déposé une proposition de loi contre cela. Plus globalement, la France doit prendre la parole, comme l'avait exigé son peuple en 2005, pour demander la réouverture du débat sur le traité européen.

Comment entendez-vous être un catalyseur des mouvements en Europe? Parlez-vous sur le mouvement social?

PIERRE LAURENT. Partout, les mobilisations grandissent. En Grèce, elles sont récurrentes depuis le printemps. Les grèves générales ont été massivement suivies en Espagne, au Portugal. En France, la réforme des retraites a été imposée contre la grande majorité de l'opinion publique. En vérité, ce sont des peuples entiers qui disent non aux plans d'austérité et à l'orientation actuelle. Mais il manque encore au plan européen, en plus des parlementaires de la GUE, une voix politique pour porter, relayer ces revendications sociales, une voix qui brise le consensus mortifère qui s'est installé entre la droite et les sociaux-démocrates. Le PGE entend devenir cette force qui permettrait de catalyser le débat sur les alternatives politiques en Europe. Le PGE veut dialoguer avec les forces du mouvement social, les syndicats et avec toutes les forces politiques qui sont prêtes à questionner l'impasse politique dans laquelle s'enfonce l'UE. C'est le moment pour le PGE d'agir avec plus d'ambition.

Où en est le PGE, comment peut-il s'élargir?

PIERRE LAURENT. Le PGE a été créé il y a six ans par une dizaine de partis, il en compte aujourd'hui 27. Des partis importants de la transformation sociale ne sont pas encore membres du PGE, nous souhaitons rassembler l'ensemble de ces forces. Nous avons besoin de peser et de créer des rapports de forces plus significatifs.

Peut-on lutter sur des objectifs concrets et fédérateurs pour toute l'Europe?

PIERRE LAURENT. Les objectifs d'un nouveau développement social et écologique et démocratique peuvent largement rassembler. C'est vrai par exemple pour la revendication d'un salaire minimum dans chaque pays européen. Il faut observer que les convergences syndicales se développent à grande vitesse. La journée du 15 décembre était

la deuxième journée de mobilisation organisée à l'appel de la Confédération européenne des syndicats depuis septembre. Mais face à la crise, porter des objectifs sociaux doit aller de pair avec des propositions alternatives en matière de financement. C'est pour cela que le congrès du PGE a décidé de lancer une grande pétition européenne pour proposer, à l'opposé du Fonds de stabilisation financière qui ne sert qu'à renflouer les marchés financiers et à imposer l'austérité, la création d'un fonds de développement social européen. Il pourrait être alimenté par une taxation des transactions financières et par des nouveaux crédits de la BCE, dont le statut doit changer. La BCE pourrait racheter des titres de la dette publique pour financer de nouveaux objectifs sociaux avec des crédits à très bas taux, voire à taux zéro. Nous allons utiliser pour cela le nouveau droit d'initiative citoyenne dont le Parlement européen a fixé hier les règles. Un million de signatures sont nécessaires. Nous relevons le défi. Je crois que nous pouvons ainsi aider l'exigence démocratique qui gagne en puissance dans toute l'Europe à se frayer un chemin.

« Débat européen et débat national ne font plus qu'un. »

Et la politique étrangère de l'UE, de plus en plus alignée sur l'Otan, ne vous inquiète-elle pas?

PIERRE LAURENT. Bien entendu. Et c'est une aberration, dans la situation de crise mondiale actuelle, de vouloir renforcer l'alignement de l'Europe sur l'Otan. L'Union européenne devrait faire entendre une voix indépendante pour créer des passerelles avec des continents qui cherchent de nouveaux alliés; c'est le cas en Amérique latine et en Afrique, en Asie, avec la Chine, il y aurait d'autres formes de dialogue à rechercher pour briser les hégémonies. Pour le PGE, les troupes des différents pays européens basées en Afghanistan doivent se désengager et l'Europe doit faire entendre sa voix en faveur d'un autre règlement pour l'avenir de l'Afghanistan. Autre question cruciale, la Palestine. Au moment où Barack Obama, contrairement à sa promesse, renonce à exiger d'Israël l'arrêt de la colonisation, ce serait à l'Europe de monter au créneau. L'UE se tait, c'est une honte.

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
PATRICK APPEL-MULLER ET
JEAN-PAUL PIÉROT**

25%

C'est le taux de la baisse des salaires touchant certains travailleurs des services publics en Grèce à la demande du FMI.

UN JEUNE PARTI FACE AU COUPLE PPE-PSE

Fondé le 8 mai 2004 à Rome, à l'initiative de dix partis se réclamant de la transformation sociale, le Parti de la gauche européenne, ou Gauche européenne, est la plus jeune des formations à l'échelle européenne face aux deux partis dominant et cogérant le Parlement européen : le Parti populaire européen et le Parti socialiste européen. Parmi les membres fondateurs figuraient le PCF, Die Linke (Allemagne), Izquierda unida (Espagne), les communistes italiens. Le premier président du PGE fut l'Italien Fausto Bertinotti, auquel a succédé, lors du deuxième congrès, à Prague en 2007, l'Allemand Lothar Bisky. Le troisième congrès s'est réuni du 3 au 6 décembre 2010, à Paris. Le Parti de gauche et Gauche unitaire ont rejoint le PCF en adhérant au PGE. Les députés européens PGE siègent dans le groupe parlementaire de la Gauche unitaire européenne-Gauche Verte nordique (GUE-GVN).

VENDREDI 17 DÉCEMBRE 2010 . L'HUMANITÉ

